



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 29 novembre 2017 — N° 299

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Les 70 ans de la Chambre de commerce et d'industrie de Montréal-Nord.*
- La députée de Marie-Victorin sur le sujet suivant : *40^e anniversaire de Culture Montérégie.*
- Le député de Portneuf sur le sujet suivant : *Félicitations aux entreprises Patates Dolbec.*
- La députée de Repentigny sur le sujet suivant : *25^e anniversaire de l'organisme Un Noël pour les enfants oubliés.*
- Le député de Jean-Lesage sur le sujet suivant : *Limoilou, un quartier en pleine effervescence.*
- La députée de Chicoutimi sur le sujet suivant : *CChic dans le Nord, hommage à Nancy Vaillancourt.*
- Le député de Maskinongé sur le sujet suivant : *Féliciter la MRC de Maskinongé, gagnante du Prix Distinction, catégorie Environnement de travail, par le Groupe entreprises en santé.*
- Le député de La Prairie sur le sujet suivant : *Hommage à M. Éric Rassart.*
- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Féliciter la Société d'histoire de Sherbrooke, récipiendaire du Prix d'histoire du Gouverneur général pour l'excellence des programmes communautaires.*
- Le député de Rosemont sur le sujet suivant : *20^e anniversaire de la SODER.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 27**
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

 - 2) **Projet de loi n° 49**
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**

 - 3) **Projet de loi n° 56***
Loi sur la transparence en matière de lobbying
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 4) **Projet de loi n° 72**
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

- 5) Projet de loi n° 79*
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 6) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **19 septembre 2017**
- 7) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 8) Projet de loi n° 96
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**

- 9) **Projet de loi n° 107**
Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 8 juin 2016
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 25 octobre 2017
Reprise du débat ajourné au nom du député de Beauce-Nord le **26 octobre 2017**
- 10) **Projet de loi n° 119**
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1^{er} novembre 2016**
- 11) **Projet de loi n° 123**
Loi modifiant diverses dispositions dans le domaine de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 décembre 2016**
- 12) **Projet de loi n° 128**
Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **13 avril 2017**
- 13) **Projet de loi n° 141**
Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières
Présenté par le ministre des Finances le **5 octobre 2017**
- 14) **Projet de loi n° 149**
Loi bonifiant le régime de rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives en matière de retraite
Présenté par le ministre des Finances le **2 novembre 2017**
- 15) **Projet de loi n° 150**
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016 et du 28 mars 2017
Présenté par le ministre des Finances le **31 octobre 2017**

- 16) Projet de loi n° 151**
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par la ministre responsable de l'Enseignement supérieur le 1^{er} novembre 2017
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **28 novembre 2017**
- 17) Projet de loi n° 152**
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau
Présenté par la ministre responsable du Travail le **15 novembre 2017**
- 18) Projet de loi n° 155**
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **15 novembre 2017**
- 19) Projet de loi n° 157***
Loi constituant la Société québécoise du cannabis, édictant la Loi encadrant le cannabis et modifiant diverses dispositions en matière de sécurité routière
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le **16 novembre 2017**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 20) Projet de loi n° 160**
Loi confirmant certaines conditions de travail applicables aux cadres des établissements de santé et de services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **23 novembre 2017**

Étude détaillée en commission

21) Projet de loi n° 53

Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires

Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 19 octobre 2016

Principe adopté le **30 novembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

22) Projet de loi n° 118

Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 2 novembre 2016

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 7 février 2017

Principe adopté le **23 février 2017**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

23) Projet de loi n° 135

Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement

Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 25 avril 2017

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 4 octobre 2017

Principe adopté le **5 octobre 2017**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 24) Projet de loi n° 143
Loi visant à améliorer la qualité éducative et à favoriser le développement harmonieux des services de garde éducatifs à l'enfance
Présenté par le ministre de la Famille le 16 juin 2017
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 31 octobre 2017
Principe adopté le **1^{er} novembre 2017**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 25) Projet de loi n° 146
Loi donnant suite principalement à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 28 mars 2017
Présenté par le ministre des Finances le 9 novembre 2017
Principe adopté le **16 novembre 2017**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 26) Projet de loi n° 154
Loi mettant en œuvre certaines recommandations du rapport du comité de la rémunération des juges pour la période 2016-2019
Présenté par la ministre de la Justice le 14 novembre 2017
Principe adopté le **21 novembre 2017**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

- 27) Projet de loi n° 108
Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 juin 2016
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 4 octobre 2016
Principe adopté le 24 novembre 2016
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **28 novembre 2017** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 28)** Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 29)** Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 30)** Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 31)** Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 32)** Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 33)** Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 34)** Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**

- 35) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 36) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 37) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 38) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 39) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 40) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 41) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 42) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques le **18 mars 2015**

- 43) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 44) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 45) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 46) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 47) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 48) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 49) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**
- 50) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 51) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**

- 52) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 53) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 54) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 55) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 56) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**
- 57) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**
- 58) Projet de loi n° 598
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**
- 59) Projet de loi n° 599
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**

- 60)** Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**
- 61)** Projet de loi n° 691
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**
- 62)** Projet de loi n° 696
Loi visant à inciter les municipalités à adopter une réglementation qui encadre le jeu libre dans les rues et les ruelles afin de favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes et d'améliorer le bien-être des familles
Présenté par le député de Borduas le **24 novembre 2016**
- 63)** Projet de loi n° 697
Loi visant à permettre aux étudiants en droit de donner des consultations et des avis d'ordre juridique dans une clinique juridique universitaire afin d'améliorer l'accès à la justice
Présenté par le député de Borduas le **11 mai 2017**
- 64)** Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Loi sur l'administration fiscale dans le but d'augmenter certains seuils d'admissibilité pour interjeter un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour du Québec
Présenté par le député de Borduas le **23 mars 2017**
- 65)** Projet de loi n° 790
Loi concernant la suspension du processus de délimitation des circonscriptions électorales
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **15 février 2017**
- 66)** Projet de loi n° 791
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin d'encadrer les contrats de programme de récompenses
Présenté par le député de Borduas le **22 février 2017**

- 67)** Projet de loi n° 792
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat
Présenté par le député de Borduas le **15 mars 2017**
- 68)** Projet de loi n° 793
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin que tout élève de moins de 18 ans ait droit à la gratuité des services éducatifs prévus par cette loi sans qu'il soit nécessaire qu'il soit citoyen canadien ou résident permanent
Présenté par le député de Mercier le **23 mars 2017**
- 69)** Projet de loi n° 794
Loi encadrant l'utilisation de l'état de santé comme facteur de détermination de risque dans les contrats d'assurance
Présenté par la députée de Taillon le **4 avril 2017**
- 70)** Projet de loi n° 795
Loi proclamant le Mois de l'eau
Présenté par le député de Jonquière le **11 avril 2017**
- 71)** Projet de loi n° 796
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de faciliter le soutien aux proches
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **7 juin 2017**
- 72)** Projet de loi n° 797
Loi modifiant le Code civil afin que le lien de filiation du conjoint de fait décédé avant la naissance de son enfant soit reconnu
Présenté par le député de Borduas le **30 mai 2017**
- 73)** Projet de loi n° 798
Loi visant à encadrer l'exploitation des établissements d'hébergement touristique de catégorie « résidences de tourisme » et à définir le rôle et les responsabilités des intermédiaires de location en ligne
Présenté par le député de Mercier le **26 avril 2017**
- 74)** Projet de loi n° 799
Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels dans le but de supprimer l'obligation d'être citoyen canadien pour être membre du conseil d'administration d'un syndicat ou faire partie de son personnel
Présenté par le député de Mercier le **10 mai 2017**

- 75)** Projet de loi n° 890
Loi visant à assurer la saine administration de la justice afin de préserver la confiance du public envers le système de justice
Présenté par le député de Borduas le **18 mai 2017**
- 76)** Projet de loi n° 891
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de modifier la procédure de fixation et de révision du salaire minimum
Présenté par le député de Gouin le **4 octobre 2017**
- 77)** Projet de loi n° 892
Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels afin d'encadrer la diffusion des états financiers des organismes qui sont assujettis à cette loi
Présenté par le député de Granby le **14 juin 2017**
- 78)** Projet de loi n° 894
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin que le papillon amiral soit reconnu comme insecte emblématique du Québec
Présenté par le député de Saint-Jean le **15 juin 2017**
- 79)** Projet de loi n° 895
Loi modifiant le Code civil dans le but de permettre à toute personne domiciliée au Québec d'obtenir une modification de la mention du sexe figurant sur son acte de naissance
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **17 mai 2017**
- 80)** Projet de loi n° 896
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par Arthabaska-L'Érable
Présenté par le député d'Arthabaska le **9 juin 2017**
- 81)** Projet de loi n° 897
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse afin de garantir le droit à l'éducation
Présenté par le député de Chambly le **1^{er} juin 2017**
- 82)** Projet de loi n° 898
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique pour permettre aux parents d'inscrire leur enfant dans l'école de leur choix
Présenté par le député de Chambly le **15 juin 2017**

- 83)** Projet de loi n° 899
Loi visant à reconnaître l'autonomie des municipalités en matière d'aménagement du territoire et de protection des sources d'eau potable
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **7 juin 2017**
- 84)** Projet de loi n° 990
Loi interdisant la fracturation hydraulique et la stimulation chimique des puits sur tout le territoire du Québec
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **13 juin 2017**
- 85)** Projet de loi n° 991
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Rosemont le **14 juin 2017**
- 86)** Projet de loi n° 994
Loi modifiant la Loi sur la distribution de produits et services financiers dans le but d'instaurer un registre des assurances individuelles sur la vie pour assurer le paiement des produits d'assurance-vie aux bénéficiaires concernés
Présenté par le député de Borduas le **22 novembre 2017**
- 87)** Projet de loi n° 995
Loi modifiant la Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture afin que les contrats d'arrangements préalables de services funéraires soient inscrits au registre des droits personnels et réels mobiliers
Présenté par le député de Borduas le **22 novembre 2017**
- 88)** Projet de loi n° 997
Loi encadrant le commerce en ligne et visant à assurer l'équité fiscale envers le commerce traditionnel et local
Présenté par le député de Mercier le **1^{er} novembre 2017**
- 89)** Projet de loi n° 998
Loi visant principalement à faciliter l'accès au marché du travail aux personnes qui font partie d'une minorité visible en raison de leur origine ethnique ou de la couleur de leur peau et à lutter contre la discrimination et le racisme
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 novembre 2017**

- 90)** Projet de loi n° 999
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d'améliorer les conditions de travail minimales et de favoriser la conciliation travail-famille
Présenté par le député de Gouin le **15 novembre 2017**
- 91)** Projet de loi n° 1090
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'assurer l'indépendance des membres du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par le député de Masson le **15 novembre 2017**
- 92)** Projet de loi n° 1092
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d'interdire les clauses de disparité de traitement entre les salariés
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 novembre 2017**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 93)** Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 94)** Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 95)** Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 96)** Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 97)** Projet de loi n° 221
Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield
Présenté par la députée de Vaudreuil le **16 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 98)** Projet de loi n° 224
Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus)
Présenté par le député de Chambly le **2 décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 99)** Projet de loi n° 225
Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy
Présenté par le député de Richelieu le **11 mai 2017**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 100)**Projet de loi n° 230
Loi concernant la Municipalité de Notre-Dame-des-Pins
Présenté par le député de Beauce-Sud le **15 novembre 2017**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 101)**Projet de loi n° 231
Loi concernant la Ville de Saint-Hyacinthe
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **15 novembre 2017**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 102)**Projet de loi n° 233
Loi concernant un immeuble situé sur le boulevard Décarie à Montréal
Présenté par le député de D'Arcy-McGee le **15 novembre 2017**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 103)**Projet de loi n° 234
Loi modifiant la Charte de l'Université de Montréal
Présenté par le député de LaFontaine le **15 novembre 2017**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat réglementaire

- Audition de l'Autorité des marchés financiers sur le chapitre 2 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Autorité des marchés financiers : activités de contrôle et Fonds d'indemnisation des services financiers ».

- Audition du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 3 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Réhabilitation des terrains contaminés ».
- Audition d'Investissement Québec en suivi de la recommandation 1.4 du 35^e rapport de la Commission de l'administration publique.
- Audition de la Commission de la fonction publique en suivi de la recommandation 7.1 du 33^e rapport de la Commission de l'administration publique.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 221**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 16 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 225**, Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy (mandat confié le 11 mai 2017).
- **Projet de loi n° 230**, Loi concernant la Municipalité de Notre-Dame-des-Pins (mandat confié le 15 novembre 2017).
- **Projet de loi n° 231**, Loi concernant la Ville de Saint-Hyacinthe (mandat confié le 15 novembre 2017).
- **Projet de loi n° 233**, Loi concernant un immeuble situé sur le boulevard Décarie à Montréal (mandat confié le 28 novembre 2017).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 224**, Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus) (mandat confié le 2 décembre 2016).
- **Projet de loi n° 234**, Loi modifiant la Charte de l'Université de Montréal (mandat confié le 15 novembre 2017).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 53**, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 30 novembre 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 149**, Loi bonifiant le régime de rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives en matière de retraite (mandat confié le 14 novembre 2017).
- **Projet de loi n° 152**, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau (mandat confié le 28 novembre 2017).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – Santé.
- Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

Mandat d'initiative

- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 135**, Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (mandat confié le 5 octobre 2017).
- **Projet de loi n° 146**, Loi donnant suite principalement à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 28 mars 2017 (mandat confié le 16 novembre 2017).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 141**, Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières (mandat confié le 16 novembre 2017).

Mandat d'initiative

- Document intitulé « Paradis fiscaux : Plan d'action pour assurer l'équité fiscale ».

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 154**, Loi mettant en œuvre certaines recommandations du rapport du comité de la rémunération des juges pour la période 2016-2019 (mandat confié le 21 novembre 2017).

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 143**, Loi visant à améliorer la qualité éducative et à favoriser le développement harmonieux des services de garde éducatifs à l'enfance (mandat confié le 1^{er} novembre 2017).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 118**, Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux (mandat confié le 23 février 2017).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 157**, Loi constituant la Société québécoise du cannabis, édictant la Loi encadrant le cannabis et modifiant diverses dispositions en matière de sécurité routière (mandat confié le 23 novembre 2017).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Mandat d'initiative

- L'utilisation des appareils de téléphonie mobiles au volant.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 266) M. Schneeberger (Drummond–Bois-Francs) – **17 octobre 2017**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

En 2013, le gouvernement fédéral a modifié l'article 83 du Code criminel L.R.C. (1985), ch. C-46 afin d'interdire les «combats concertés», sauf si le sport est reconnu par le Comité international olympique ou tenu avec la permission ou sous l'autorité d'une commission athlétique ou d'un organisme semblable établi par la législation provinciale. Cependant, le gouvernement du Québec n'a toujours pas statué sur la légalité des combats concertés ou désignés officiellement par les organismes.

Au printemps dernier, plusieurs compétitions amateurs de sports de combat ont dû être annulées, en raison de plaintes reçues par les services policiers.

Or, lors de l'étude des crédits du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur – volet loisir et sport – du 3 mai 2017, vous avez mentionné avoir «très bientôt le scénario pour être capable de prendre un décret à l'égard de certains sports et de réfléchir à la possibilité d'étendre ou non à d'autres». Comme aucune annonce en ce sens n'a été faite depuis, quand pourrions-nous adopter un décret sur les sports concertés ou désignés officiellement?

268) Mme Roy (Montarville) – **19 octobre 2017**
Au ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion

Le 21 août dernier, notre équipe parlementaire a fait parvenir au Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion une demande d'accès à l'information concernant :

1. Le Budget de l'opération d'accueil des demandeurs d'asile passés à la frontière canado-américaine, au poste frontalier Saint-Bernard-de-Lacolle, au chemin Roxham ou à tout autre passage, ventilé par poste de dépenses, de 2013 à 2016, ainsi que du 1^{er} janvier au 21 août 2017 ;
2. Dépenses réalisées pour l'accueil des demandeurs d'asile passés à la frontière canado-américaine, au poste frontalier Saint-Bernard-de-Lacolle, au chemin Roxham ou à tout autre passage, de 2013 à 2016, ainsi que du 1er janvier au 21 août 2017, ventilées selon les types de dépenses suivants : francisation, cours aux adultes, fréquentation solaire, réseau de la santé, services de garde, aide financière de dernier recours, hébergement temporaire, logements permanents, autres types de dépenses.

Le 15 septembre dernier, le MIDI n'a fourni aucun élément de réponse spécifique à ce qui avait été demandé. Dans sa réponse, le MIDI évoque des chiffres généraux, tirés des études des crédits de l'année 2016-2017, alors que le sujet de la demande d'accès était bien spécifique à la crise des migrants survenue cet été à la frontière canado-américaine.

Le 21 septembre dernier, nous avons discuté au téléphone avec une responsable à l'accès aux documents et à la protection des renseignements personnels du Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, qui nous a déclaré que les chiffres concernant l'opération d'accueil des demandeurs d'asile arrivés cet été ne seront disponibles que lors de la prochaine étude des crédits, soit au mois d'avril 2018. Cette réponse me paraît inconcevable et totalement inacceptable.

Le premier ministre du Québec a affirmé lors de son discours inaugural, le 21 mai 2014, qu'il souhaite que son « gouvernement soit le premier gouvernement véritablement ouvert de l'histoire du Québec ».

J'appelle donc le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion à faire preuve de réelle transparence en me fournissant les informations suivantes :

1. Le Budget de l'opération d'accueil des demandeurs d'asile passés à la frontière canado-américaine, au poste frontalier Saint-Bernard-de-Lacolle, au chemin Roxham ou à tout autre passage, ventilé par poste de dépenses :
 - a. De 2013 à 2016
 - b. Du 1^{er} janvier au 30 septembre 2017
2. Dépenses réalisées pour l'accueil des demandeurs d'asile passés à la frontière canado-américaine, au poste frontalier Saint-Bernard-de-Lacolle, au chemin Roxham ou à tout autre passage :
 - a. De 2013 à 2016
 - b. Du 1^{er} janvier au 30 septembre 2017
 ventilées selon les types de dépenses suivants : francisation, cours aux adultes, fréquentation solaire, réseau de la santé, services de garde, aide financière de dernier recours, hébergement temporaire, logements permanents, autres types de dépenses.
3. Veuillez également fournir le nombre total de demandes d'asile qui ont été présentées au Québec pour les mois d'août et de septembre.

269) M. Caire (La Peltrie) – **25 octobre 2017**
 Au président du Conseil du trésor

En février 2011, le gouvernement du Québec a lancé les travaux de construction du nouveau Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) en réalisation public-privé (PPP). C'est Construction Santé Montréal (CSM) qui a eu le contrat. CSM regroupe deux entreprises européennes, Laing O'Rourke et Obrascon Huarte Lain (OHL) qui agissent comme maîtres d'œuvre. Le consortium a fait appel à de nombreux sous-traitants pour les travaux.

Le gouvernement a pris possession du bâtiment avec un an de retard le 31 mars 2017. En juin dernier, le gouvernement a commencé à lui payer un loyer, qui s'élevait ce mois-là à plus de 13 millions de dollars. En date du 1^{er} septembre 2017, on compte entre 90 et 250 millions de dollars en hypothèques légales inscrites par les sous-traitants qui n'ont pas encore été payés.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas exigé les quittances des sous-traitants québécois avant de faire des paiements au CSM?

272) Mme D'Amours (Mirabel) – **26 octobre 2017**
Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Le mois prochain, la cinquième ronde de négociations autour du renouvellement de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) aura lieu à Mexico.

Cette nouvelle ronde de négociations annonce des défis ardues pour le Québec et le Canada, au vu des dernières exigences des États-Unis en matière d'agriculture.

Rappelons que les États-Unis ont officiellement demandé la fin du système de gestion de l'offre sur le lait, les œufs et la volaille.

La production laitière étant un secteur clé de notre agriculture, ainsi que de notre industrie agroalimentaire, la gestion de l'offre ne doit en aucun cas être sacrifiée.

Par ailleurs, rappelons que l'industrie laitière devra déjà essayer les effets de l'Accord économique et commercial global (AECG), notamment au regard des politiques de soutien adoptées par le gouvernement fédéral, tant pour la production que pour la transformation.

De fait, nous demandons au gouvernement de mobiliser toutes ses énergies pour promouvoir et défendre le système de gestion de l'offre.

Cependant, j'aimerais que le ministre de l'Agriculture dévoile ses objectifs en vue de la cinquième ronde de négociations de l'ALENA à Mexico.

Je lui demande également de quelles façons compte-t-il réaliser ses objectifs, et comment compte-t-il influencer les demandes du Canada à Mexico.

Enfin, je lui demande de nous dire s'il se rendra en personne à Mexico pour participer aux activités de la délégation canadienne.

275) M. Nadeau-Dubois (Gouin) – **16 novembre 2017**
À la ministre de la Justice

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse réalise un travail d'une importance indéniable pour le Québec, travail qui a permis des avancées majeures du droit à l'égalité pour tous. Dans le contexte de crise qui ébranle la Commission actuellement, il importe de défendre avec force ses réalisations et la pertinence de ses mandats, tout en assurant qu'elle détienne toutes les ressources pour les réaliser.

Or à l'heure actuelle, monsieur Picard, président par intérim de la Commission, est toujours seul pour occuper les hautes fonctions normalement attribuées à trois personnes. En effet, malgré la motion adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale le 2 novembre dernier, pressant le gouvernement à agir pour nommer une vice-présidence (mandat Charte), rien n'a encore changé. Par ailleurs, nombre de chaises sont toujours vides à l'interne, alors que l'enquête de la Protectrice du citoyen suit son cours et que les employés se disant harcelés craignent le retour de Madame Thermitus. Des commissaires et de nombreux organismes communautaires déplorent la perte du lien de confiance avec la présidence et le fait qu'ils ne sont plus dorénavant consultés sur les enjeux d'importance, alors que c'était pratique courante auparavant. De plus, depuis que la ministre a demandé à une « experte », madame Lise Verreault, d'analyser les « diverses composantes concernant la gouvernance, la gestion des délais, la mobilisation du personnel et la communication » (L'Actualité, 27 octobre 2017), les craintes sont grandes dans la communauté quant à la préservation de l'indépendance institutionnelle de la Commission. Enfin, plusieurs acteurs soulignent que la crise actuelle en cache une autre, plus profonde, qui a trait à ses capacités financières.

À la lumière de ces éléments, nous souhaitons porter les questions suivantes à l'attention de la ministre de la Justice :

1. Quand le gouvernement soumettra-t-il à l'Assemblée une candidature au poste de vice-présidence (volet Charte) de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse tel que demandé par la motion du 2 novembre adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale?
2. Quel est le mandat exact donné à madame Lise Verreault en tant que « consultante »? Le rapport de madame Verreault sera-t-il rendu public? Les employés se disant victimes d'intimidation auront-ils l'opportunité de rencontrer madame Verreault afin d'offrir leur version des faits?
3. Comment l'indépendance de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse sera-t-elle garantie dans le cadre du processus de « diagnostic organisationnel » mis en place?
4. Comment la ministre compte-t-elle aider à la reconstruction du lien de confiance entre la présidence de la CDPDJ et les organismes communautaires?

276) Mme Samson (Iberville) – **21 novembre 2017**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le remboursement des frais relatifs à l'utilisation d'un chien-guide par les personnes ayant une déficience visuelle est couvert par le Programme d'aides visuelles de la Régie de l'assurance maladie du Québec depuis 1996.

Lors de l'adoption du règlement en 1996, ce montant a été établi à 561 \$, avant d'être bonifié à 761\$ en 1998.

De 1998 à 2004, le montant a été maintenu à 761\$. En 2004, il fut augmenté à 1 028 \$. Le rapport de l'AETMIS nous indique d'ailleurs qu'à la suite des travaux de révision du Programme des aides visuelles de la RAMQ entrepris en 2001 et terminés en 2003, le MSSS a majoré le 1^{er} juin 2004 l'allocation annuelle de 761 \$ à 1 028 \$ pour que celle-ci corresponde mieux à la réalité économique.

Bref, le montant de l'aide financière de ce programme n'a pas été indexé depuis plus de 13 ans.

Considérant l'augmentation du coût de la vie depuis 2004 et que le gouvernement a déjà bonifié ce programme à deux reprises depuis son implantation en 1996, est-ce que le gouvernement a l'intention de bonifier ce montant bientôt? Si oui, de combien? Si non, pourquoi?

277) M. Charette (Deux-Montagnes) – **21 novembre 2017**
Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Je vous écris pour vous faire part d'une situation qui a été portée à ma connaissance par ma collègue, la députée de Montarville, concernant une entreprise de sa circonscription.

Cette année, l'entreprise Transport Racicot et fils inc. a appris qu'elle ne pouvait plus circuler avec ses véhicules-outil en période de dégel, ce dans le but de remplir leurs mandats de déneigement.

Après que la Société d'assurance automobile du Québec leur eu signifié qu'il était possible de se procurer des permis spéciaux pour la période de dégel, l'entreprise s'est finalement retrouvée inéligible, car elle n'accomplit pas de mandat pour une entité publique.

De ce fait, l'entreprise se retrouve dans l'impossibilité de travailler avec ses véhicules-outil durant toute la période de dégel, ce qui la contraint à cesser ses activités et mettre ses travailleurs au chômage saisonnier.

Il semblerait que ce ne soit pas inhabituel et que plusieurs entreprises dans ce secteur d'activité font face aux mêmes problèmes.

On signale que les véhicules-outil ont grandement évolué depuis l'adoption des dispositions sur la période de dégel, et compliquent l'activité des entreprises de déneigement durant cette période.

Puisque de nombreuses demandes de dérogations pour la période de dégel ont été envoyées au ministère des Transports, pouvez-vous nous informer des dispositions et des orientations que le ministère compte prendre pour régler cette problématique?

278) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **21 novembre 2017**
Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Questionné le 28 septembre 2017 sur les frais de recouvrement abusifs appliqués par Concession A-25 aux utilisateurs du pont à péage sur l'autoroute A-25, le précédent ministre des Transports a déclaré lors de la période des questions et réponses orales que la Loi sur la protection du consommateur ne s'appliquait pas à Concession A-25 :

« Quant au fait : Est-ce que c'est soumis ou pas à la Loi de protection du consommateur? Tout démontre qu'elle n'y est pas assujettie. »

Mes questions sont les suivantes:

1. Est-ce que le nouveau ministre des Transports peut expliquer pourquoi Concession A-25 n'est pas assujettie à la Loi sur la protection des consommateurs?
2. Quelles actions entend-il poser pour assujettir Concession A-25 à la Loi sur la protection des consommateurs et s'assurer qu'elle en respecte les dispositions?

279) M. Turcotte (Saint-Jean) – **22 novembre 2017**

À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie

Le 21 septembre dernier, j'ai déposé à l'Assemblée nationale la pétition Rehaussement du budget octroyé en déficience intellectuelle signée par plus de 4 285 pétitionnaires. Pour l'occasion, plus de 50 parents, accompagnés de 20 bébés et enfants, de 9 régions administratives de partout au Québec, se sont déplacés à l'Assemblée nationale. Dans votre réponse à cette pétition, vous mentionnez que « les personnes qui ont une déficience intellectuelle (DI) et un trouble du spectre de l'autisme (TSA) reçoivent du soutien dans le réseau de la santé et des services sociaux et une offre de services qui est adaptée à leurs besoins ». De plus, vous avez précisé « que les dépenses actuelles pour le programme (DI) et (TSA) s'élèvent à plus de 1 milliard \$ ».

- Sur le montant de votre réponse à la pétition, quel est le pourcentage utilisé pour les services en déficience intellectuelle?
- Combien de personnes qui vivent avec une déficience intellectuelle sont desservies par les CRDI-TED?
- Combien de personnes qui vivent avec un trouble du spectre de l'autisme sont desservies par les CRDI-TED?
- Combien de personnes sont sur liste d'attente pour obtenir des services en déficience intellectuelle?
- Combien de plans d'intervention ont été réalisés en déficience intellectuelle dans la dernière année?

280) M. LeBel (Rimouski) – **23 novembre 2017**

À la ministre déléguée aux Transports

La population du Bas-Saint-Laurent attend depuis longtemps le raccordement de l'autoroute 20 entre Notre-Dame-des-Neiges et Rimouski. Ce projet routier majeur a été retiré cavalièrement du Plan québécois des infrastructures il y a maintenant trois ans. Actuellement, le nombre important de voitures qui empruntent la route 132 sur cette partie du territoire crée de la congestion et occasionne des dépassements dangereux. Il n'est pas normal qu'une ville comme Rimouski soit coupée d'un lien autoroutier digne de ce nom.

Ma question est la suivante :

Est-ce que la ministre s'engage à ce que les sommes nécessaires au prolongement de l'autoroute 20 soient inscrites dans le Plan québécois des infrastructures 2018-2019?

281) M. Lemay (Masson) – **23 novembre 2017**
Au ministre des Finances

Des organismes de ma circonscription ainsi que de la région m'ont interpellé pour me faire part du nouveau modèle d'affaires pour la gestion et l'attribution des kiosques de Loto-Québec, notamment dans les centres commerciaux. Il est bien connu que la vaste majorité de ces kiosques sont gérés par divers organismes à but non lucratif, et ce, depuis plusieurs années. Or, dès 2018, Loto-Québec n'attribuera plus de kiosque de manière individuelle comme il l'a toujours fait, mais attribuera plutôt un réseau de kiosques dans une région plus ou moins étendue et potentiellement divisée selon la zone de rentabilité.

Cette nouvelle structure, dont le but ultime semble être axé sur la profitabilité de Loto-Québec, pénalise grandement les OBNL qui géraient jusqu'à maintenant ces kiosques. Dans un premier temps, plusieurs ne se qualifient plus aux critères de la société d'État et sont donc éliminés du processus de facto. Dans un second temps, ceux qui se qualifient toujours ne bénéficient pas tous des ressources et du mode gestion requis pour opérer plusieurs kiosques qui, comme mentionné précédemment, sont parfois très éloignés les uns des autres pour un même réseau. Il devient donc particulièrement difficile pour eux d'adhérer à ce nouveau modèle d'affaires qui ne correspond pas à leurs besoins. Dans ces deux cas, ces OBNL sont contraints d'abandonner ce qui souvent représente la principale source de revenus leur permettant de pratiquer leurs activités.

De surcroît, les organismes dont le contrat arrive à échéance et ne sera pas renouvelé sont laissés à eux-mêmes et demeurent dans l'incertitude puisque Loto-Québec tarde à donner des réponses claires sur les modalités de transfert, alors que des obligations sont requises de leur part, notamment pour les mises à pied et la passation aux nouveaux opérants.

En tant que ministre des Finances de qui relève Loto-Québec, pouvez-vous nous indiquer quelles sont ces nouvelles modalités avec Loto-Québec afin de ne pas pénaliser les organismes qui gèrent ces kiosques? C'est la pérennité de ces organismes qui est en jeu avec cette modification de structure. Ceux-ci sont en droit d'avoir des réponses claires au sujet des modalités de transfert, et ils méritent de savoir pourquoi ils ne sont plus qualifiés, alors que certains organismes géraient ces kiosques depuis plus de 10 ans.

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 9 novembre 2017
Loi prévoyant diverses mesures concernant l'exploration minière – *ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles.*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS